Lier la question nationale et la question sociale

samedi 4 mai 2019, par Denis COLLIN

Les choses sont assez simples. Si on veut sauver « l'État social modèle 1945 », il faut être maître chez soi, c'est-à-dire il faut que la nation recouvre sa pleine souveraineté. Si on veut défendre la souveraineté nationale, il faut mobiliser tous ceux qui y ont intérêt : les travailleurs, salariés et indépendants au premier chef.

Ici et là, c'est-à-dire dans presque tous les partis en concurrence pour l'élection européenne du 26 mai, on nous promet de réformer l'Europe, de la rendre sociale, plus à l'écoute des citoyens, et toutes sortes de calembredaines de la même farine. C'est la même chanson à toutes les élections européennes et il y a peut-être encore quelques naïfs pour y croire. Il ne peut pas y avoir d'Europe sociale quand la règle d'or, adoptée lors du traité de Rome (1957), se dit en français « concurrence libre et non faussée. » PS, EELV, PCF et Génération.s hamoniste sont lancés sur la même ligne et c'est à peine une feuille de papier à cigarette que les sépare de LREM. De l'autre côté, chez Debout La France et au RN/FN, on prétend défendre la souveraineté nationale, mais sans remettre en cause l'euro (l'euro au service des peuples demande Dupont-Aignan) et en adoptant les mêmes principes socio-économiques de l'ordo-libéralisme, avec les mêmes résultats pour les travailleurs. LREM fait campagne pour la « souveraineté européenne », au mépris de la constitution et de la réalité politique. Mais ce que les amis de M. Macron entendent par « souveraineté européenne n'est rien d'autre que la dictature d'une fraction du capital financier, celle dont ils sont les porte-parole et les porte-flingues. La France Insoumise après avoir amusé la galerie avec son « plan A/plan B » est aujourd'hui plus proche que jamais de Génération.s et sa proposition de « fédération populaire », nouvelle variante de la « gauche unie » ou de la « gauche plurielle » n'est que le cache-misère d'une organisation qui n'a plus la moindre ligne politique un tant soit peu cohérente.

L'UPR d'Asselineau essaie de reconstruire, seule contre tous, un parti néogaulliste plus ou moins de gauche (défense de l'État social et des nationalisations). Quant à Florian Philippot, il tente de survivre, sans beaucoup d'espoir d'y parvenir. Voilà pour les deux seuls partis qui se prononcent clairement pour la sortie de l'euro et de l'UE. Ils sont candidats pour faire au mieux 3% à eux deux… et encore.

Faut-il participer à cette élection-mascarade ? En première instance, la réponse est clairement négative : il ne s'agit pas d'élire un parlement puisque le prétendu « parlement européen » n'est qu'un théâtre pour bavards qui ne sert que de caution à la machinerie de l'UE. Il ne peut d'ailleurs pas être autre chose puisqu'un parlement est l'expression de la volonté d'un peuple, et le « peuple européen » n'existe que dans les esprits faibles qui ne comprennent pas que la réalité européenne est constituée de nations. Voter dans ces conditions, c'est donc seulement cautionner une structure radicalement opposée, par sa nature même, à la souveraineté des peuples qui constituent les diverses nations enfermées dans la cage d'acier des traités.

La France Insoumise annonce qu'elle veut « désobéir aux traités » tout en restant dans l'UE – puisque Manon Aubry a clairement rappelé qu'il n'était absolument pas question de FREXIT. Mais que veut dire désobéir aux traités ? Cela veut-il dire quelque chose de plus que lorsque Hollande promettait de renégocier l'accord Merkel-Sarkozy ? Que signifie désobéir aux traités quand on défend un programme, comme celui de la FI, qui réclame un renforcement de la législation européenne et de ses pouvoirs coercitifs ? Même si on considère la participation à l'élection du 26 mai comme une simple question d'opportunité tactique, rien dans le programme de la France Insoumise ne peut nous inciter à voter pour une organisation qui reprend, sous une forme à peine plus martiale, les billevesées de « l'Europe Sociale ». Si on suppose fondés le programme et la stratégie de la FI, on se demande bien pourquoi elle n'a pas cherché à faire liste commune, sinon avec le PS, du moins avec les hamonistes et le PCF.

Ce qui serait utile au premier chef et urgent, compte-tenu de la situation, ce serait d'abord et avant tout d'indiquer clairement que l'objectif est de recouvrer la souveraineté des nations en Europe. Il n'agit pas

de s’embarquer dans des détails superflus pour dire à l’avance comment va se passer ce processus, ni de brandir le mot FREXIT comme un talisman, mais de dire « créons un parti pour redevenir maîtres chez nous ».

Or ne peut pas être maître chez soi on n’a pas la souveraineté budgétaire. Et la souveraineté budgétaire est impossible sans la souveraineté monétaire. Et donc la question importante sur ce plan est celle de l’euro. Le RN et DLF qui veulent rester dans l’euro sont des plaisantins ou des escrocs quand ils parlent de souveraineté. Ils veulent la souveraineté pour le contrôle des frontières mais pas la souveraineté monétaire ! Les désobéisseurs de la FI sont dans une situation un peu du même genre : ils veulent désobéir mais acceptent l’obéissance monétaire.

En troisième lieu, être maître chez soi, cela n’a pas d’autre sens que de faire de l’État le défenseur du bien commun et donc l’État doit non seulement garantir l’égalité de droit de tous les citoyens mais aussi garantir à tous une protection contre toutes les formes de domination, à commencer par la domination dans le champ économique et social. Cela signifie défense et reconstruction de la Sécurité Sociale et extension de son champ d’intervention – en finir avec la privatisation rampante de la SS via les mutuelles. C’est aussi reconstruire un code du travail réellement protecteur, avec l’abrogation des ordonnances Macron, de la loi El Khomri-Macron, etc. C’est enfin défendre et étendre les services publics et en finir avec la privatisation des services publics (notamment tous ceux qui ont un caractère monopolistique, gaz, électricité, trains, télécommunications, poste).

En dernier lieu, être maître chez soi, c’est restaurer l’État stratège avec des nationalisations, industrielles et bancaires en faisait du système bancaire un outil d’orientation de la vie économique. Seul un tel État-stratège pourrait engager les mesures nécessaires pour faire face aux dramatiques questions écologiques.

Si un parti existait qui défende un tel programme pour la prochaine élection, alors on pourrait réfléchir et aller voter. Mais ce n’est à l’évidence pas le cas. Mais c’est construire un tel parti qui est maintenant la tâche de l’heure.